

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

CHILI

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour le deuxième examen de la politique commerciale du Chili, a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité. Tel qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au gouvernement chilien des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

La déclaration de politique générale présentée par le gouvernement chilien est reproduite dans le document WT/TPR/G/28.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Chili.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
OBSERVATIONS RECAPITULATIVES	xiv
1) Introduction	xiv
2) Environnement économique	xiv
3) Evolution de la politique commerciale	xiv
4) Evolution sectorielle	xv
i) Industries primaires	xv
ii) Secteur manufacturier	xv
iii) Services	xvi
5) Politique commerciale et partenaires commerciaux	xvi
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	1
1) Principales caractéristiques de l'économie	1
2) Evolution économique récente	3
i) Composition et croissance du PIB	4
ii) Finances publiques	8
iii) Politique monétaire	11
iv) Evolution du taux de change	11
v) Balance des paiements	13
3) Composition du commerce et répartition géographique des échanges	16
i) Composition du commerce des marchandises	16
ii) Répartition géographique des échanges	18
4) Perspectives	18
II. CADRE ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	19
1) Politique commerciale	19
i) Objectifs de la politique commerciale	19
ii) Cadre institutionnel et juridique	19
iii) Formulation de la politique commerciale	21
iv) Lois et réglementations commerciales	21
v) Relations commerciales	22

	<u>Page</u>
2) Investissement étranger direct	33
i) Politique d'investissement	33
ii) Cadre juridique	35
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	39
1) Généralités	39
2) Mesures agissant directement sur les importations	39
i) Enregistrement, documents et règles d'origine	39
ii) Evaluation en douane	45
iii) Droits de douane	46
iv) Contingents tarifaires	49
v) Prélèvements variables à l'importation et autres mesures	49
vi) Autres prélèvements et impositions	50
vii) Prohibitions à l'importation	54
viii) Licences d'importation et autorisations d'importer	54
ix) Contingents d'importation	54
x) Surveillance des importations	54
xi) Cartels d'importation	55
xii) Entreprises d'Etat	55
xiii) Echanges compensés	55
xiv) Normes et autres prescriptions techniques	55
xv) Marchés publics	61
xvi) Programmes relatifs à la teneur en éléments d'origine nationale	62
xvii) Mesures antidumping et mesures compensatoires	62
xviii) Mesures de sauvegarde	64
xix) Mesures mises en oeuvre dans les pays exportateurs	64
xx) Mesures prises à des fins de balance des paiements	65
xxi) Privilèges à l'importation accordés aux zones franches	65
3) Mesures agissant directement sur les exportations	65
i) Enregistrement, documents	65
ii) Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation	66
iii) Prix minimaux	66
iv) Prohibitions à l'exportation et autres mesures de contrôle	66
v) Licences d'exportation	66
vi) Contingents d'exportation	66
vii) Cartels d'exportation	67
viii) Autolimitations, surveillance des exportations et mesures similaires	67
ix) Mesures appliquées par les pays importateurs	67
x) Subventions à l'exportation	67
xi) Avantages tarifaires et fiscaux	69
xii) Financement à l'exportation	70

	<u>Page</u>
xiii) Assurance et garanties à l'exportation	71
xiv) Promotion des exportations et aide à la commercialisation	71
xv) Prescriptions de résultat à l'exportation	72
xvi) Zones franches et zones exonérées d'impôt	72
4) Mesures agissant sur la production et le commerce	73
i) Aide à l'ajustement ou aux régions	73
ii) Aide à la recherche-développement	75
iii) Subventions à la production et avantages fiscaux	76
iv) Règles en matière de concurrence	77
v) Arrangements en matière de prix et de commercialisation	78
vi) Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)	78
vii) Protection des droits de propriété intellectuelle	78
IV. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR SECTEUR	85
1) Généralités	85
2) Agriculture, sylviculture et pêche	85
i) Agriculture	85
ii) Sylviculture	97
iii) Pêche	99
3) Industries extractives	103
4) Secteur manufacturier	108
5) Services	116
i) Services financiers	119
ii) Télécommunications	123
iii) Transport	125
BIBLIOGRAPHIE	129
APPENDICE - TABLEAUX	131

GRAPHIQUES

	<u>Page</u>
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	
I.1 Répartition sectorielle du PIB, 1990 et 1996	3
I.2 Part du commerce des marchandises et des services non facteurs dans le PIB, 1990-1996	4
I.3 Croissance du PIB réel et indice des prix à la consommation, 1990-1996	6
I.4 Indicateurs de développement macro-économique, 1990-1996	7
I.5 Indice du TCER et commerce des marchandises et des services non facteurs, 1990-1996	12
I.6 Entrées cumulatives d'investissements étrangers directs par secteur, 1985-1995	16
I.7 Composition du commerce et répartition géographique des échanges, 1990-1995	17
IV. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Commerce des produits agricoles et forestiers, 1990-1995	87
IV.2 Production agricole et sylvicole, en valeur, 1990 et 1995	87
IV.3 Exportations et importations de produits manufacturés, 1991-1996	111
IV.4 Part des services dans le PIB par secteur, 1990 et 1996	116

TABLEAUX

	<u>Page</u>
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	
I.1 Indicateurs économiques et sociaux de base, 1990-1996	2
I.2 Résultats économiques, 1990-1996	5
I.3 Recettes fiscales, 1990-1996	10
I.4 Balance des paiements, 1990-1996	14
II. CADRE ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	
II.1 Notifications du Chili au titre des Accords de l'OMC	23
II.2 Programmes de réductions tarifaires de différents accords régionaux	28
II.3 Préférences au titre du SGPC	33
II.4 Accords relatifs à la promotion et à la protection de l'investissement	35
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Règles d'origine	42
III.2 Produits assortis d'un taux de droit nul	46
III.3 Préférences tarifaires accordées par le Chili dans le cadre d'accords préférentiels	49
III.4 Taxes perçues sur les importations et les produits d'origine nationale	52
III.5 Structure des impositions perçues sur les importations de certains produits, 1997	53
III.6 Produits assujettis à des surtaxes	53
III.7 Normes officielles chiliennes et leur équivalence avec les normes internationales	57
III.8 Principales organisations phytosanitaires et zoosanitaires dont le Chili est membre	59
III.9 Principaux accords phytosanitaires et zoosanitaires bilatéraux et multilatéraux	60
III.10 Procédures de passation selon la valeur du marché	62
III.11 Enquêtes et mesures compensatoires et antidumping définitives, par catégorie de produit, 1990-1996	64
III.12 Montant des ristournes sur les facteurs de production importés, par secteur, 1990-1995	69
III.13 Remboursements versés aux exportateurs de produits non traditionnels au titre du système simplifié de ristourne de droits	70
III.14 Sources de financement des projets d'irrigation, 1990-1996	74
III.15 Lois et conventions et accords internationaux qui régissent les droits de propriété intellectuelle au Chili	79

	<u>Page</u>
III.16 Produits et procédés qui ne peuvent être protégés conformément à la législation chilienne en matière de propriété intellectuelle	81
III.17 Articles qui ne peuvent être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce au titre de la loi chilienne sur la propriété intellectuelle	82
 IV. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Production des dix principaux produits agricoles en valeur, 1990-1995	88
IV.2 Indicateurs de protection pour certains produits, 1989-1993	90
IV.3 Total des investissements dans le secteur agricole et sylvicole, 1990-1993	92
IV.4 Production de fruits en volume et en valeur, estimations, 1989-1995	94
IV.5 Pêche: production industrielle, 1990-1995	99
IV.6 Structure de l'industrie de la pêche	101
IV.7 Production de certains minerais, 1990-1996	104
IV.8 Emploi dans les industries extractives, 1990-1995	104
IV.9 Production du cuivre marchand	105
IV.10 Production et ventes de la CODELCO, 1995	107
IV.11 Production et ventes de l'ENAMI, 1995	108
IV.12 Aperçu du secteur industriel, 1990-1996	109
IV.13 Production de certains secteurs, 1990-1996	110
IV.14 Production de l'industrie automobile, 1990-1996	114
IV.15 Investissement étranger direct dans le secteur des services, 1990-1995	117
IV.16 Secteur bancaire, 1980 et 1996	119
IV.17 Participation des différentes entreprises au marché des appels à grande distance, 1996	123
IV.18 Accords multilatéraux sur l'aviation civile auxquels le Chili est partie	128

APPENDICE - TABLEAUX

	<u>Page</u>
AI.1 Exportations par catégories de produits, 1990-1995	133
AI.2 Importations, par catégories de produits, 1990-1995	134
AI.3 Exportations par destination, 1990-1995	135
AI.4 Importations par provenance 1990-1995	136

GLOSSAIRE

Accord de complémentarité économique	<i>Acuerdo de Complementación Económica</i>
Accord-cadre de coopération	<i>Acuerdo Marco de Cooperación</i>
Accords de portée partielle	<i>Acuerdos de Alcance Parcial, APP</i>
Accords régionaux	<i>Acuerdos de Alcance Regional</i>
Administration publique	<i>Administración Pública</i>
Centre de recherche sur les minerais métallurgiques	<i>Centro de Investigación Minero Metalúrgico, CIMM</i>
Centre national de fournitures sanitaires	<i>Central de Nacional de Abastecimiento de Salud, CENABAS</i>
Chambre de commerce de Santiago	<i>Cámara de Comercio de Santiago</i>
Comité d'attribution des fonds de développement	<i>Comité de Asignación de Fondos de Fomento, CAFF</i>
Comité de l'investissement étranger	<i>Comité de Inversión Extranjera</i>
Comité des négociations	<i>Comité de Negociaciones</i>
Comité d'homologation des variétés végétales	<i>Comité Calificador de Variedades</i>
Comité interministériel pour les négociations économiques internationales	<i>Comité Interministerial de Negociaciones Económicas Internacionales</i>
Comité pour la participation du secteur privé	<i>Comité de Participación del Sector Privado</i>
Commission administrative	<i>Comisión Administrativa</i>
Commission centrale de surveillance	<i>Comisión Preventiva Central</i>
Commission chilienne du cuivre	<i>Comisión Chilena del Cobre, COCHILCO</i>
Commission décisionnaire	<i>Comisión Resolutiva</i>
Commission de la marine marchande	<i>Comisión de Marina Mercante</i>
Commission mixte de coopération	<i>Comisión Mixta de Cooperación</i>
Commission nationale de l'irrigation	<i>Comisión Nacional de Riego</i>
Commission nationale de recherche scientifique et technologique	<i>Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica</i>
Commissions régionales de surveillance	<i>Comisiones Preventivas Regionales</i>
Conseil d'administration de la pêche	<i>Consejo de Administración Pesquera</i>
Conseil de l'aéronautique civile	<i>Junta de Aeronáutica Civil, JAC</i>
Conseil des exportateurs de cuivre	<i>Consejo Intergubernamental de Países Exportadores de Cobre, CIPEC</i>
Déclaration sous serment de l'importateur	<i>Declaración Jurada del Importador</i>

Direction de l'irrigation du Ministère des travaux publics	<i>Dirección de Riego del Ministerio de Obras Públicas</i>
Direction des approvisionnements de l'Etat	<i>Dirección de Aprovisionamiento del Estado, DAE</i>
Direction générale du territoire maritime et de la marine marchande	<i>Dirección General del Territorio Marítimo y de Marina Mercante</i>
Direction générale de l'aéronautique civile	<i>Dirección General de Aeronáutica Civil, DGAC</i>
Direction générale de l'électricité et des combustibles	<i>Superintendencia de Electricidad y Combustibles, SEC</i>
Direction nationale des douanes	<i>Servicio Nacional de Aduanas</i>
Entrepôts d'exportation privés	<i>Almacenes Particulares de Exportación</i>
Entreprise de commercialisation du blé	<i>Comercializadora de Trigo, COTRISA</i>
Entreprise nationale des mines	<i>Empresa Nacional de Minería, ENAMI</i>
Entreprise nationale de télécommunications	<i>Empresa Nacional de Telecomunicaciones, ENTEL</i>
Entreprise portuaire du Chili	<i>Empresa Portuaria de Chile, EMPORCHI</i>
Fédération nationale des betteraviers	<i>Federación Nacional de Remolacheros, FENARE</i>
Fondation pour l'innovation agraire	<i>Fundación para la Innovación Agraria</i>
Fonds d'assistance technique	<i>Fondo de Asistencia Técnica, FAT</i>
Fonds de garantie pour les exportateurs non traditionnels	<i>Fondo de Garantía para Exportadores no Tradicionales</i>
Fonds de recherche pour les industries extractives	<i>Fondo de Investigación Minera</i>
Fonds de promotion des exportations	<i>Fondo de Promoción de Exportaciones</i>
Fonds national de développement en matière de technologie et de production	<i>Fondo Nacional de Desarrollo Tecnológico y Productivo, FONTEC</i>
Fonds pour la recherche halieutique	<i>Fondo de Investigación Pesquera, FIP</i>
Fonds pour le développement de la recherche scientifique et technologique	<i>Fondo de Fomento a la Investigación Científica y Tecnológica, FONDEF</i>
Fonds pour le développement de la région de Magallanes	<i>Fondo para el desarrollo de Magallanes</i>
Fonds pour le développement et l'innovation	<i>Fondo de Desarrollo e Innovación, FONSIP</i>
Inspection générale de l'économie	<i>Fiscalía Nacional Económica</i>
Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances	<i>Superintendencia de Valores y Seguros</i>
Institut de développement agricole	<i>Instituto de Desarrollo Agropecuario, INDAP</i>
Institut national de normalisation	<i>Instituto Nacional de Normalización, INN</i>
Institut national de recherche agricole	<i>Instituto Nacional de Investigación Agropecuaria, INIA</i>

Loi générale sur la pêche et l'aquaculture	<i>Ley General de Pesca y Acuicultura</i>
Loi générale sur les télécommunications	<i>Ley General de Telecomunicaciones</i>
Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale du Chili	<i>Ley Orgánica Constitucional del Banco Central de Chile</i>
Manifeste international pour les véhicules/Déclaration de transit douanier	<i>Manifiesto Internacional Carretero/Declaración de Tránsito Aduanero</i>
Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction	<i>Ministerio de Economía, Fomento y Reconstrucción</i>
Ministère de la défense nationale	<i>Ministerio de Defensa Nacional</i>
Ministère des finances	<i>Ministerio de Hacienda</i>
Ministère des mines	<i>Ministerio de Minería</i>
Ministère des relations extérieures	<i>Ministerio de Relaciones Exteriores</i>
Ministère des travaux publics	<i>Ministerio de Obras Públicas</i>
Ministère des transports et des télécommunications	<i>Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones</i>
Organe de surveillance des banques et des établissements financiers	<i>Superintendencia de Bancos e Instituciones Financieras</i>
Patrimoine historique	<i>Patrimonio Histórico</i>
Plan d'action visant à promouvoir le développement de la zone d'Arauco	<i>Plan de Acción para Impulsar el Desarrollo de la Zona de Arauco</i>
Plan de développement de la zone australe	<i>Plan de Desarrollo Productivo para la Zona Austral</i>
Programme concernant la science et la technologie	<i>Programa de Ciencia y Tecnología</i>
Projets de développement	<i>Proyectos de Fomento, PROFO</i>
Recueil des réglementations de change	<i>Compendio de Normas de Cambios Internacionales</i>
Recueil des règlements douaniers	<i>Compendio de Normas Aduaneras</i>
Régime simplifié d'admission temporaire	<i>Régimen Simplificado de Admisión Temporal</i>
Secrétariat ministériel régional aux mines	<i>Secretaría Regional Ministerial de Minería, SEREMI</i>
Service de l'agriculture et de l'élevage	<i>Servicio Agrícola y Ganadero, SAG</i>
Service de santé	<i>Servicio de Salud</i>
Service national de la pêche	<i>Servicio Nacional de Pesca, SERNAPESCA</i>
Service national de la formation et de l'emploi	<i>Servicio Nacional de Capacitación y Empleo, SENCE</i>
Service national de géologie et des mines	<i>Servicio Nacional de Geología y Minería, SERNAGEOMIN</i>
Société chilienne des télécommunications	<i>Compañía de Telecomunicaciones de Chile, CTC</i>

Société de développement de la production	<i>Corporación de Fomento de la Producción, CORFO</i>
Société nationale du cuivre	<i>Corporación Nacional del Cobre, CODELCO</i>
Société nationale des forêts	<i>Corporación Nacional Forestal, CONAF</i>
Société pour le développement du secteur manufacturier	<i>Sociedad de Fomento Fabril</i>
Sous-Commission du commerce	<i>Subcomisión Comercial</i>
Sous-Secrétariat aux télécommunications	<i>Sub-secretaría de Telecomunicaciones, SUBTEL</i>
Traité de Montevideo	<i>Tratado de Montevideo, 1980</i>
Zone de libre-échange des Amériques	<i>Area de Libre Comercio de las Américas, ALCA</i>

OBSERVATIONS RECAPITULATIVES**1) Introduction**

1. Cela fait maintenant près de deux décennies que le Chili applique un régime de commerce libéral et transparent, associé à des politiques macro-économiques saines et à des réformes structurelles. Les effets positifs, en termes de croissance économique forte et de ralentissement de l'inflation, sont de plus en plus manifestes. Ainsi, bien qu'elles accordent une plus grande place aux accords régionaux depuis 1990, les autorités envisagent de poursuivre le processus de libéralisation unilatérale en réduisant encore le taux de droit NPF et en éliminant certains programmes sectoriels. Toutefois, la conclusion de divers accords régionaux, qui se recoupent et qui prévoient des règles d'origine différentes, a conféré au régime de commerce une certaine complexité qu'il n'avait pas auparavant.

2) Environnement économique

2. L'économie du pays progresse régulièrement depuis 1990, à un rythme moyen de 6 pour cent en termes réels. Cette tendance semble devoir se maintenir dans un avenir immédiat. Ces performances remarquables sont le fruit des politiques d'ajustement structurel qui ont été engagées au milieu des années 70, en association avec des politiques macro-économiques saines, dans le but de maîtriser l'inflation et les déséquilibres extérieurs. La réduction de l'inflation, qui est tombée de 27 pour cent en 1990 à 6,6 pour cent en 1996, est un résultat important. L'objectif visé est de continuer à ramener l'inflation à des niveaux comparables à ceux des pays industrialisés, mais cela risque d'être difficile compte tenu du recours généralisé à l'indexation dans l'économie. Depuis 1990, l'épargne et l'investissement intérieurs sont maintenus à des niveaux élevés, de l'ordre de 25 pour cent du PIB, ce qui a eu des effets positifs sur la productivité.

3. Le Chili est ouvert à l'investissement étranger direct, de sorte que l'apport d'IED est très important depuis 1990, mais certaines

restrictions aux opérations en capital sont maintenues pour limiter les mouvements de capitaux spéculatifs à court terme. Les entrées de capitaux ont contribué aux pressions à la hausse qui se sont exercées sur le taux de change, lequel s'est apprécié régulièrement en termes réels, de 24 pour cent depuis 1990. Malgré cette appréciation, les exportations chiliennes, par exemple de fruits, de vins, de produits forestiers et de produits de la pêche, ont continué d'augmenter fortement; les autorités attribuent cette tendance à la productivité croissante de l'économie. Néanmoins, l'accroissement des exportations peut aussi être lié à des aspects du système de ristourne de droits, qui comporte un élément subvention (notifié). Malgré la diversification de ses exportations, le Chili reste très tributaire du cuivre et l'économie demeure sensible aux fluctuations des cours mondiaux de ce produit. Pour faire face à l'instabilité du revenu qui en résulte, le gouvernement chilien gère un fonds de stabilisation financé à l'aide des recettes qu'il tire du cuivre.

3) Evolution de la politique commerciale

4. Le principal instrument de la politique commerciale du Chili en régime NPF est le droit uniforme, adopté à la fin des années 70. Son taux est aujourd'hui de 11 pour cent; une proposition visant à réduire ce taux, qui serait ramené à 7 ou 8 pour cent, est actuellement (juillet 1997) soumise au Congrès. Même au niveau auquel il se situe à l'heure actuelle, ce taux est très inférieur au taux plafond de 25 pour cent que le Chili avait pris l'engagement de consolider dans le cadre de l'OMC, certains produits agricoles étant soumis à un droit de 31,5 pour cent. La neutralité de ce droit est un peu réduite en raison du traitement tarifaire différent applicable dans le cadre des accords régionaux, comme noté ci-après, ainsi que d'un petit nombre de politiques sectorielles spécifiques, autres que tarifaires, dont bénéficient quelques produits agricoles (système de fourchettes de prix/de prélèvements variables), la sylviculture (subventions à la production), l'industrie

automobile (prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et prescriptions de résultat à l'exportation), les exportations mineures non traditionnelles (subventions à l'exportation par le biais du système de ristourne de droits "simplifié") et les biens d'équipement importés (dans le cadre du système de paiement différé des droits de douane).

5. Le Chili a notifié ces trois dernières mesures au Secrétariat en tant que subventions à l'exportation et s'est engagé à les éliminer progressivement dans les délais stipulés dans les Accords de l'OMC. Aucune estimation quantitative n'ayant pu être obtenue au sujet des éléments subvention, on ne sait pas très bien jusqu'à quel point les résultats à l'exportation du Chili et, surtout, la diversification de ses exportations peuvent être attribués à ces programmes.

6. La libéralisation globale de l'économie chilienne a rendu plus nécessaire l'adoption d'une réglementation nationale effective en matière de concurrence. A ce sujet, les autorités élaborent actuellement une nouvelle loi sur la concurrence afin d'actualiser celle de 1974, dont elles considèrent qu'elle n'est plus appropriée compte tenu de la structure actuelle du marché. La législation sur la propriété intellectuelle et les mesures commerciales d'urgence (mesures antidumping et compensatoires) est elle aussi en cours d'actualisation.

4) Evolution sectorielle

i) Industries primaires

7. Le Chili reste fortement tributaire des exportations de produits primaires, à savoir cuivre, fruits, poisson et produits du bois. Un mécanisme de fourchettes de prix assure une protection à certains produits agricoles importables (blé, farine de froment, huiles comestibles et sucre), alors que les prix des produits exportables correspondent aux niveaux mondiaux, même sur le marché intérieur. Un double système semble donc s'être mis en place dans l'agriculture chilienne, en vertu duquel les producteurs de produits exportables s'efforcent

continuellement d'accroître la productivité et d'améliorer la qualité afin de conserver leur place sur le marché international et de pouvoir accéder à de nouveaux marchés, alors que le secteur moins productif des produits importables progresse plus lentement. La subvention à la production accordée pour les plantations de forêts, et dont semblent surtout bénéficier les petits producteurs, a probablement eu une incidence positive sur l'environnement étant donné qu'elle n'est octroyée que pour les plantations sur les terres déboisées.

8. Le rôle de l'Etat dans le commerce du Chili a encore diminué ces dernières années, sauf dans le secteur des industries extractives, où la CODELCO, société d'Etat, est le principal producteur et exportateur de cuivre. Malgré le rôle dominant de l'Etat dans ce secteur, l'investissement privé reste important. Le secteur de la pêche est soumis à une réglementation rigoureuse par le biais d'un régime de licences et d'un système de contingentement afin d'empêcher la surexploitation des ressources existantes.

ii) Secteur manufacturier

9. La production manufacturière et les exportations de produits manufacturés reposent en grande partie, comme on pourrait s'y attendre, sur la transformation des ressources naturelles. Toutefois, une certaine diversification a été réalisée grâce à l'exportation vers des pays d'Amérique latine, dans le cadre d'accords préférentiels, de produits manufacturés ne provenant pas des ressources naturelles.

10. Seule l'industrie automobile fait l'objet d'un régime spécial, qui prévoit des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et à l'équilibrage des exportations. Ce régime est ce qui subsiste de l'ancien programme de substitution des importations et il doit être éliminé en 1998. Sur le plan de la production, cette industrie est peu importante, ne compte que trois usines et a produit en moyenne, de 1990 à 1996, quelque 18 000 véhicules par an (surtout des pick-up).

iii) Services

11. Depuis 1990, le secteur des services a fait l'objet d'importantes réformes. Un projet de loi visant à modifier la Loi sur le système bancaire est actuellement examiné au Congrès; il y est notamment prévu d'élargir le champ des activités bancaires au Chili en ménageant un plus large accès aux banques étrangères, en autorisant un plus grand nombre de banques chiliennes à opérer à l'étranger et en adoptant les normes internationales énoncées par la Banque des règlements internationaux en ce qui concerne le ratio de fonds propres et la surveillance.

12. La privatisation du secteur des télécommunications a été entreprise en 1992, ce qui a permis à la concurrence de s'exercer librement sur ce marché; les tarifs, surtout pour les services à grande distance, ont été sensiblement réduits et de nouvelles technologies ont été adoptées. A l'heure actuelle, l'intervention de l'Etat dans ce secteur se limite à la fixation de tarifs en cas de défaillance du marché, en particulier dans le domaine de l'interconnexion.

13. Plus de la moitié du commerce des marchandises du Chili est déjà assurée par des ports privés. Un projet de loi a été présenté qui prévoit la décentralisation de la gestion portuaire et la privatisation des ports restants, ne laissant à l'Etat qu'un rôle de réglementation. Les autorités veulent aussi accroître la participation du secteur privé à l'administration des routes, des aéroports et des chemins de fer.

14. Le Chili accueille l'investissement étranger dans son secteur des services et, de ce fait, le traitement accordé aux ressortissants étrangers va au-delà des engagements qu'il a pris dans le cadre de l'AGCS. En outre, l'accord de libre-échange avec le Canada qui vient d'être ratifié porte également sur les services; ces derniers figureront aussi dans l'accord-cadre qui doit être négocié avec l'Union européenne. Ainsi qu'il a été noté, la présence étrangère est surtout importante dans le secteur financier et dans celui des

télécommunications, où les effets positifs du transfert de technologie sont devenus particulièrement manifestes.

5) Politique commerciale et partenaires commerciaux

15. Ces 20 dernières années, la politique commerciale du Chili a été fondée sur des réformes unilatérales, complétées par des engagements multilatéraux (encore qu'à un moindre niveau). Toutefois, depuis 1990, les relations commerciales du pays sont de plus en plus axées sur la négociation d'accords commerciaux bilatéraux, avec le Canada et le Mexique (faute d'une participation pleine et entière à l'ALENA), ainsi qu'avec la Colombie, l'Equateur, le Venezuela et le MERCOSUR. Un accord-cadre avec l'UE est en cours de négociation. Pour la réalisation d'objectifs régionaux, le Chili préfère nettement conclure des accords de libre-échange qui ne limitent pas sa propre liberté de procéder à de nouvelles réformes unilatérales. Le Chili est aussi un membre actif de l'APEC; conformément à l'interprétation qu'il donne du principe du "régionalisme ouvert", celui-ci laisse la possibilité d'entreprendre de nouvelles réformes unilatérales, plutôt que d'appliquer des mesures convenues, sur une base NPF à l'intérieur de la région.

16. La négociation des divers accords bilatéraux a conduit à des différences croissantes dans le traitement des branches de production nationales, étant donné que les droits de douane sont éliminés progressivement sur des périodes variables pour différents produits, et dans des délais différents dans l'ensemble, dans le cadre de chaque accord. La complexité qui en résulte est renforcée par le fait que les règles d'origine diffèrent elles aussi selon les accords et selon les secteurs, ce qui rend difficile leur stricte application et risque aussi de conduire à une répartition non optimale des sources d'approvisionnement.

17. La préoccupation actuelle du Chili à l'égard du régionalisme témoigne d'un net désir de ne pas être tenu à l'écart du nombre croissant de schémas de préférences et perdre

des marchés au profit de ceux qui en bénéficient, mais l'intention déclarée de procéder à de nouvelles réductions tarifaires unilatérales montre qu'il veut en même temps continuer d'appliquer une politique commerciale libérale sur une base NPF. La possibilité de rendre ces réformes irréversibles au moyen d'engagements contractés au niveau multilatéral dépend essentiellement de la volonté d'autres Membres de l'OMC d'aller de l'avant de la même manière, par exemple à la faveur d'un nouveau cycle de négociations visant à libéraliser les échanges.

